

Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

30 avril 2012
Français
Original : anglais

Première session
Vienne, 30 avril-11 mai 2012

Mise en œuvre des conclusions et recommandations relatives aux mesures de suivi à prendre formulée à la Conférence des Parties en 2010

Document de travail présenté par l'Union européenne

Introduction et principes

1. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires reste pour l'Union européenne comme pour la communauté internationale tout entière la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération nucléaire ainsi que le fondement essentiel tant à la poursuite du désarmement nucléaire conformément à l'article VI du Traité qu'au développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. En adoptant par consensus le plan d'action tourné vers l'avenir contenu dans le document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 [voir NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)], les États parties ont réaffirmé leur volonté de s'acquitter de leurs obligations et de réaliser les objectifs du Traité en vue de promouvoir l'adhésion universelle à cet instrument. Les résultats des travaux de la Conférence concordent avec le principal objectif de l'Union européenne, qui est de renforcer l'application du Traité par l'adoption d'une série de mesures précises, efficaces, pragmatiques et consensuelles à même de promouvoir les efforts internationaux de lutte contre la prolifération, de poursuivre le désarmement, de garantir le développement prudent des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et de progresser dans la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient.

2. En adoptant par consensus le plan d'action qui a pour objet de renforcer les trois piliers du Traité, les États parties ont assumé la responsabilité conjointe qui les oblige également à agir à titre individuel. L'Union européenne s'emploie activement à mettre en œuvre, sans retard et de manière équilibrée, le plan d'action tourné vers l'avenir et elle demande à tous les États parties de faire de même.

3. L'Union européenne estime que le Comité préparatoire de la Conférence des Parties en 2015 devrait mener au démarrage sans heurts du nouveau cycle d'examen en se mettant d'accord rapidement sur les questions de procédure, réaffirmer la volonté de tous les États parties de mettre en œuvre le plan d'action de façon



équilibrée, échanger des informations sur les efforts et les progrès à cet égard et examiner les faits nouveaux touchant aux questions que le plan d'action n'aborde pas ou pas assez comme l'adhésion universelle et l'application de l'article X.

4. Le multilatéralisme, la prévention et la coopération internationale efficaces sont les trois grands objectifs de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive. L'Union œuvre en faveur de l'adhésion universelle à tous les traités et conventions pour la non-prolifération et le désarmement, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et elle vise leur application intégrale, non seulement par ses efforts et initiatives diplomatiques, mais aussi en offrant une formation et une assistance techniques. Elle contribue beaucoup aux organisations internationales en cause et fournit un appui à des dizaines de pays. Elle est résolue à soutenir et à renforcer les mécanismes de vérification comme le système des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) – notamment l'adoption d'un protocole additionnel aux accords de garanties généralisées conclus entre les États et l'AIEA de façon que les États membres de l'AIEA et les États parties au Traité sur la non-prolifération s'acquittent tous intégralement de leurs obligations internationales. À ce propos, l'Union européenne réaffirme que le Conseil de sécurité est l'ultime arbitre de la paix et de la sécurité internationales dans les cas où les obligations ne sont pas respectées.

5. Conformément à la mesure n°1 du plan d'action, l'Union européenne contribue activement aux efforts mondiaux vers un monde plus sûr pour tous et la création des conditions menant à un monde exempt d'armes nucléaires conformément aux objectifs du Traité, d'une façon propice à la stabilité internationale et en se fondant sur le principe d'une sécurité non diminuée pour tous. Elle se félicite à cet égard de la tenue, les 30 juin et 1^{er} juillet 2011, à Paris, de la première réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité comme suivi de la Conférence des Parties en 2010; à cette réunion, les membres se sont déclarés résolus à tenir les engagements qu'ils avaient pris à la Conférence de 2010 et à progresser encore dans la réalisation des objectifs du Traité, en soulignant l'importance vitale de la non-prolifération pour atteindre cet objectif. De plus, l'Union européenne prend note avec satisfaction de toutes les initiatives de bonne foi qui visent à promouvoir la mise en œuvre du plan d'action dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement, notamment l'initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement.

6. L'Union européenne et ses États membres sont résolus à poursuivre le désarmement nucléaire conformément à l'article VI du Traité et la mesure n° 2 du plan d'action. S'agissant des mesures n°s 3 à 5, elle se félicite des mesures importantes prises par deux de ses États membres. Elle réaffirme ses engagements et souligne qu'il faut poursuivre la réduction globale des arsenaux mondiaux d'armes nucléaires, notamment s'agissant des États qui possèdent les plus grands, en estimant que les principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence doivent guider toutes les mesures prises dans le domaine du désarmement nucléaire et de la limitation des armements, comme l'a réaffirmé la Conférence de 2010, à titre de contribution à l'instauration et au maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité internationales. L'Union européenne se félicite donc de la transparence accrue dont certains États dotés d'armes nucléaires, notamment ses États membres, font montre en ce qui concerne les armes nucléaires qu'ils possèdent, et elle demande aux autres pays de suivre cet exemple. Elle se félicite également de

l'entrée en vigueur du Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs. Sa mise en œuvre et la poursuite du processus de désarmement bilatéral comptent parmi les questions les plus importantes au programme de désarmement. L'Union européenne encourage les États-Unis et la Fédération de Russie à poursuivre les négociations en vue d'aboutir à des réductions accrues de leurs arsenaux nucléaires, notamment d'armes non stratégiques.

7. S'agissant de la mise en œuvre de la mesure n° 9, à la première Conférence des États parties au Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique, tenue le 4 novembre 2010 à Addis-Abeba, l'Union européenne a offert un appui à la mise en œuvre du Traité ainsi qu'à la création et aux travaux de la Commission africaine de l'énergie atomique. Elle a commencé à recenser les moyens et instruments de nature à apporter un soutien actif à la Commission sous réserve que les besoins d'assistance soient bien précisés.

8. S'agissant de la mise en œuvre des mesures n°s 6, 7 et 15 du plan d'action, l'Union européenne demeure vivement préoccupée par l'impasse qui persiste à la Conférence du désarmement et notamment par le fait que malgré les récentes tentatives de consensus, l'on n'a pas toujours pu y arrêter un programme de travail. L'Union européenne a demandé à maintes reprises que s'engagent immédiatement des négociations pour un traité sur l'arrêt de la production des matières fissiles, qui serait une mesure indispensable au respect des obligations et à la réalisation de l'objectif final consacré par l'article VI du Traité. Entre-temps, elle continue d'engager tous les États concernés qui ne l'ont pas encore fait à proclamer immédiatement puis à observer un moratoire sur la production de matières fissiles pour armes nucléaires et à démanteler les installations qui lui sont consacrées. Pour pouvoir progresser dans la mise en œuvre des mesures n°s 6, 7 et 15, l'Union européenne et ses États membres sont donc résolus à engager des pourparlers de fond sur toutes les grandes questions à l'ordre du jour de la Conférence. Dans le même ordre d'idées, l'Union européenne continue d'engager la Conférence à envisager d'admettre plus de membres.

9. Il est indispensable à la sécurité de notre planète que les institutions multilatérales chargées du désarmement fonctionnent efficacement. L'Union européenne regrette vivement que, malgré la ferme volonté politique exprimée par l'écrasante majorité des membres de la Conférence, le soutien résolu apporté aux négociations et les appels sans équivoque lancés tant par le Secrétaire général que par l'Assemblée générale, la Conférence n'ait pas encore pu faire fond sur la dynamique du désarmement mondial et de la non-prolifération. Or, en vertu du mandat que lui a confié l'Assemblée générale en 1978, à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, c'est bien à elle qu'il revient de forger les traités multilatéraux. Mais, vu l'impasse où la Conférence se trouve encore, il incombe à la communauté internationale de réfléchir aux options qui permettraient de progresser. À cet égard, l'Union européenne a présenté, du 27 au 29 juillet 2011 à l'Assemblée générale, différentes formules pour débloquer la situation à la Conférence et faire ainsi avancer les négociations multilatérales sur la non-prolifération et le désarmement.

10. Comme cela a été souligné lors de la conférence visant à faciliter son entrée en vigueur, le 23 septembre 2011 à New York, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est d'une importance cruciale pour le désarmement et la non-

prolifération nucléaires. C'est une priorité majeure pour l'Union européenne qui a demandé à maintes reprises à tous les États qui ne l'avaient pas encore fait, en particulier aux États encore dans l'annexe 2, de ratifier le Traité dans les meilleurs délais en application des mesures n^{os} 10 à 12. L'Union européenne se félicite de ce que le Ghana, le Guatemala, la Guinée, l'Indonésie, la République centrafricaine et la Trinité-et-Tobago aient récemment ratifié le Traité. Conformément aux mesures n^{os} 13 et 14, elle a continué de prêter un concours vigoureux au secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin de renforcer le système de vérification (en versant depuis cinq ans une contribution de plus de 10 millions d'euros). Par sa décision 2010/461/CFSP du 26 juillet 2010, le Conseil de l'Union européenne a décidé de verser encore 5,3 millions d'euros et il prépare une nouvelle décision.

11. En ce qui concerne la mesure n^o 19, l'Union européenne a organisé plusieurs conférences thématiques, notamment en mai 2011 et février 2012 et, par l'intermédiaire du consortium pour la non-prolifération, elle appuie la création puis le renforcement d'un réseau de groupes de réflexion européens indépendants et d'organisations non gouvernementales, auxquels elle a versé plus de 2 millions d'euros.

12. Conformément aux mesures n^{os} 24 à 34, l'Union européenne appuie sans réserve le système des garanties de l'AIEA, composante essentielle du régime de non-prolifération nucléaire, indispensable à la mise en œuvre du Traité. Soulignant constamment que les mesures énoncées dans le modèle de protocole additionnel font partie intégrante du système des garanties de l'AIEA et que les accords de garanties généralisées accompagnés de protocoles additionnels constituent la norme actuelle de vérification de l'AIEA, l'Union européenne travaille à l'universalisation de ces deux instruments essentiels. Elle a souligné à maintes reprises que d'autres mesures étaient nécessaires pour améliorer l'efficacité et l'efficience du système des garanties de l'AIEA et en particulier qu'il fallait renforcer, à l'échelle des États et des régions, les systèmes de comptabilisation et de contrôle des matières nucléaires et, s'il y avait lieu, adopter des protocoles révisés relatifs aux petites quantités de matières. En outre, l'Union européenne se félicite des efforts de l'AIEA pour mettre au point des garanties à base d'informations et d'objectifs.

13. En application de la mesure n^o 26, l'Union européenne s'est vigoureusement attaquée aux principaux problèmes de la non-prolifération et du non-respect, qui doivent être résolument abordés si l'on veut maintenir la crédibilité et l'efficacité du régime créé par le Traité. Le programme nucléaire de la République islamique d'Iran et en particulier sa dimension militaire éventuelle, de même que l'essai d'un engin explosif nucléaire et de vecteurs par la République populaire démocratique de Corée ainsi que des informations récentes sur un programme d'enrichissement d'uranium sont les deux exemples les plus inquiétants à cet égard. En juin 2011, l'Union européenne a appuyé une résolution du Conseil des gouverneurs de l'AIEA par laquelle il a décidé de signaler au Conseil de sécurité le non-respect de son accord de garanties par la République arabe syrienne.

14. Ces questions très préoccupantes ont conduit l'Union européenne, notamment en ce qui concerne la République islamique d'Iran, à redoubler d'efforts vers une solution négociée. L'Union continue de viser l'objectif suivant : aboutir à un règlement complet à long terme qui rétablirait la confiance internationale dans le caractère exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien, s'assurer que

l'État partie s'acquitte de toutes les obligations découlant du Traité tout en respectant pleinement son droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Les tout derniers pourparlers que les représentants de l'Allemagne, de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont tenus avec la République islamique d'Iran, le 14 avril 2012 à Istanbul (Turquie) sous la direction du Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, montrent bien que l'Union est décidée à chercher une solution diplomatique avec application intégrale de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Elle espère qu'en engageant un dialogue soutenu et sérieux avec la République islamique d'Iran, il sera possible d'aboutir rapidement à des résultats précis. Face aux préoccupations que son programme nucléaire suscite dans la communauté internationale, la République islamique d'Iran devrait engager des pourparlers dignes de ce nom sur des mesures concrètes de renforcement de la confiance. L'Union européenne demande donc à tous les États Membres d'appuyer ses efforts en appliquant intégralement les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

15. L'Union européenne condamne sévèrement le lancement auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 13 avril 2012 et qui constitue une violation grave des résolutions 1695 (2006), 1718 (2006) et 1874 (2009) du Conseil de sécurité. Elle engage fermement la République populaire démocratique de Corée à renoncer de manière complète, vérifiable et irréversible à tous ses programmes nucléaires et de missiles balistiques actuels, en lui demandant aussi de revenir à l'application intégrale du Traité et des garanties de l'AIEA et de donner, sur demande, à celle-ci accès aux personnes, à la documentation, au matériel et aux installations.

16. S'agissant de la mise en œuvre de la mesure n° 33, le système régional de comptabilisation et de contrôle de l'Union européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique, a continué de développer ses arrangements de partenariat avec l'AIEA en vue de promouvoir la transparence et la confiance mutuelle. La coopération et la coordination étroites entre la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'AIEA pour l'inspection des installations de l'Union restent un moyen rationnel et efficace d'appliquer les garanties dans les États membres de l'Union quant à leurs obligations internationales de non-prolifération. L'Union européenne soutient activement le système des garanties de l'AIEA par le biais notamment du programme d'appui aux garanties de la Commission européenne, qui est en passe de devenir un des principaux programmes d'assistance dans ce domaine. L'Union européenne a versé 5 millions d'euros pour moderniser le Laboratoire d'analyses pour les garanties de l'AIEA, et elle envisage d'en verser davantage.

17. Par l'intermédiaire des programmes d'appui de l'AIEA à ses États membres, l'Union européenne met à sa disposition la technologie et le savoir du Centre commun de recherche de la Commission européenne et de ses instituts situés à Ispra (Italie), Geel (Belgique) et Karlsruhe (Allemagne) dans plusieurs domaines techniques liés à l'application efficace des mesures de vérification des garanties, préalable à l'autorisation des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

18. L'Union européenne appuie sans réserve les activités menées au titre des régimes internationaux de contrôle des exportations (surtout le Groupe des fournisseurs nucléaires, le Comité Zangger, le Groupe de l'Australie, l'Arrangement

de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage et le Régime de contrôle de la technologie des missiles). S'agissant de l'application de la mesure n° 36, l'Union européenne se félicite du renforcement des directives du Groupe des fournisseurs nucléaires convenu à sa toute dernière réunion plénière, les 23 et 24 juin 2011 à Noordwijk (Pays-Bas), et souligne qu'il faut qu'au sein de ce groupe les approvisionnements nucléaires soient subordonnés à l'adhésion aux protocoles additionnels. Le comité Zangger et le Groupe des fournisseurs nucléaires restent des instances importantes pour l'échange de données d'expérience et l'action en faveur de contrôles efficaces à l'exportation, contribuant ainsi spécifiquement à la lutte contre la prolifération. L'Union européenne demande à tous les États de tirer parti des travaux de ces organismes dans l'élaboration et la mise en œuvre des lois sur le contrôle des exportations.

19. L'Union européenne demeure attachée aux objectifs énoncés dans les mesures n°s 38 à 46 afin d'assurer des conditions de sûreté, de sécurité et de non-prolifération optimales aux pays qui souhaitent développer prudemment leurs capacités d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Elle soutient sans réserve le rôle essentiel de l'AIEA dans ce domaine. Elle insiste également sur l'importance du plan d'action sur la sûreté nucléaire adopté à la cinquante-cinquième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA tenue du 19 au 23 septembre 2011 à Vienne, du résultat de la Conférence ministérielle de l'AIEA sur la sûreté nucléaire tenue à Vienne du 20 au 24 juin 2011 et de la Réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires organisée par le Secrétaire général le 22 septembre 2011 à New York. L'Union européenne s'est associée à l'appel international lancé à la suite de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi en faveur du renforcement maximal de la sûreté des centrales nucléaires ainsi que des mesures de sûreté nucléaire partout dans le monde.

20. Après cet accident, l'Union européenne a examiné en priorité la sûreté de toutes les centrales nucléaires dans ses États membres en se fondant sur une évaluation complète et transparente des risques pour la sûreté (« tests de résistance »). Les pays voisins et d'autres États ont été invités à participer à ces tests qui se sont déroulés sous la supervision d'autorités nationales réglementaires indépendantes. Les rapports en seront évalués dans le cadre d'un processus d'examen par les pairs et les conclusions et autres mesures ultérieures seront rendues publiques. L'objectif prioritaire qui est de garantir la sûreté des centrales nucléaires ne saurait certes s'arrêter aux frontières. L'Union européenne a demandé que des tests de résistance semblables soient menés dans les pays voisins et dans le monde, sur les sites des centrales nucléaires tant existantes que prévues et avec la participation de l'AIEA et d'autres organisations internationales compétentes. Parallèlement à ces tests, l'Union européenne entreprendra d'ici à la mi-2012 un examen du cadre juridique et réglementaire européen qui régit la sûreté des installations nucléaires.

21. S'agissant de l'appel lancé par la mesure n° 42 pour que tous les États parties à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires en ratifient au plus vite la modification, tous les États membres de l'Union européenne et la Commission européenne ont ratifié celle-là et sont en train de ratifier celle-ci.

22. Conformément aux mesures n°s 40 à 45, l'Union européenne n'a cessé d'insister sur la nécessité de faire le maximum pour empêcher que des armes de

destruction massive ne tombent aux mains de terroristes et en particulier pour prévenir les risques de terrorisme nucléaire. C'est dans ce cadre qu'elle a soutenu les résolutions 1540 (2004) et 1887 (2009) du Conseil de sécurité en fournissant notamment un appui financier (par une contribution de quelque 700 000 euros qui devra augmenter) et a demandé que la sécurité nucléaire des sources très radioactives soit renforcée. La résolution 1540 (2004) est essentielle pour l'élaboration de mécanismes efficaces afin d'éviter la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs par des acteurs non étatiques. Elle demande que tous les États adoptent et appliquent des mesures efficaces afin de mettre en place des dispositifs internes de contrôle destinés à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou de leurs vecteurs, y compris en mettant en place des dispositifs de contrôle appropriés pour les éléments connexes. À cette fin, les États doivent également instaurer des contrôles sur les opérations de transit et de courtage. Le régime de contrôle des exportations d'articles à double usage de l'Union européenne a été renforcé par la réglementation du Conseil n° 428/2009 du 5 mai 2009, qui institue un régime communautaire de contrôle des exportations, du transfert, du courtage et du transit des articles à double usage. Depuis son entrée en vigueur le 27 août 2009, elle a été appliquée par les 27 États membres de l'Union européenne. Cette dernière a fourni et fournira un appui rigoureux aux pays tiers désireux d'appliquer intégralement la résolution 1540 (2004). Elle aide également plusieurs pays à s'acquitter des obligations que leur impose cette résolution, notamment par des activités régionales de sensibilisation, et elle élabore une nouvelle décision du Conseil par laquelle le Comité créé par la résolution 1540 (2004) continuera de bénéficier de son aide pour promouvoir l'application intégrale de cette résolution.

23. En outre, l'Union européenne participe et prête son concours à d'autres initiatives et mécanismes internationaux pertinents comme le Sommet sur la sécurité nucléaire, l'Initiative de sécurité contre la prolifération, le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes et l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire. Elle a apporté une contribution active aux travaux des sommets sur la sécurité nucléaire tenus à Washington et à Séoul. Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie contre la prolifération des armes de destruction massive, elle appuie les activités dans les domaines de la sécurité nucléaire de l'AIEA. Elle est l'un des principaux contributeurs au Fonds pour la sécurité nucléaire auquel elle a versé près de 31 millions d'euros depuis 2004, à quoi il faut ajouter les versements distincts d'États membres. Plus de 50 pays ont déjà bénéficié d'une aide financière au titre d'actions communes et de décisions du Conseil de l'Union européenne et d'autres en bénéficieront. De 2007 à 2013, près de 300 millions d'euros seront affectés, au titre de l'instrument de stabilité, à l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, et près d'un tiers de cette somme sera attribué à l'initiative de l'Union européenne pour les centres d'excellence chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires régionaux afin de renforcer leurs moyens de lutte partout dans le monde contre les risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

24. En application des mesures n°s 49 et 52 à 56, l'Union européenne n'a cessé d'apporter un soutien résolu au programme de coopération technique de l'AIEA, moyen de garantir le développement prudent des applications pacifiques de la technologie nucléaire dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de

l'agriculture, des ressources en eau, de l'environnement et de l'énergie nucléaire, etc., tout en mettant l'accent sur la sûreté nucléaire et radiologique dans les États membres participants. L'Union européenne se sert de plusieurs de ses instruments financiers pour appuyer tant l'AIEA que la coopération avec les pays tiers pour la sûreté et la sécurité des utilisations pacifiques de l'énergie et de la technologie nucléaires, en affectant au moins 150 millions d'euros par an à ces efforts. Une partie de cette somme est utilisée dans des pays tiers, par le biais du Fonds de coopération technique de l'AIEA dont l'Union européenne est le principal contributeur, grâce aux contributions distinctes de ses États membres. Pour la période 2007-2013, l'Union européenne s'est engagée à financer jusqu'à 524 millions d'euros et, par l'intermédiaire de son Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire, des projets de renforcement de la sûreté dans la Communauté d'États indépendants, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient : appui aux autorités et aux opérateurs du nucléaire dans les pays tiers, amélioration de la sécurité de la conception, de l'exploitation et de l'entretien des installations nucléaires; sécurité de la gestion des matières nucléaires et des déchets radioactifs; et promotion de la coopération internationale. Le septième programme-cadre de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour la recherche nucléaire et les activités de formation, qu'a adopté l'Union européenne (2007-2011), a fourni un appui aux activités de recherche entreprises au titre d'accords de coopération nucléaire conclus avec les pays tiers et dont certains ont été exécutés en coordination avec le forum international Génération IV. Le programme-cadre actuel pour 2012-2013 met l'accent sur la recherche consacrée à la sûreté. À ce jour, les pays partenaires ont été l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde, le Kazakhstan, la République de Corée et l'Ukraine. La Communauté européenne de l'énergie atomique a négocié avec 14 pays des accords de coopération nucléaire qui portent en particulier sur la sûreté et la transparence du commerce nucléaire et des recherches consacrées à la sûreté nucléaire et à l'énergie de fusion. Le Conseil de l'Union européenne est convenu d'une approche générale pour proroger le septième programme -cadre.

25. Il importe que tous les États membres de l'AIEA aient un accès impartial aux fonds de coopération technique et que des mesures soient élaborées pour faciliter la participation accrue des pays les moins avancés au programme de coopération technique. L'entière adhésion des pays bénéficiaires est indispensable au succès de tous les projets de coopération technique. Aussi, l'Union européenne a-t-elle souvent rappelé l'importance pour tous les États bénéficiant d'une assistance technique de l'AIEA du prompt paiement des coûts de participation nationale et celle de la signature d'accords complémentaires révisés. Elle a aussi souligné que les mesures de sûreté, de sécurité et de garanties devaient être appliquées de façon cohérente.

26. Conformément à la mesure n° 58, l'Union européenne demeure convaincue des avantages offerts par les approches multilatérales de la question du cycle du combustible nucléaire. Elle se félicite donc des mesures prises par l'AIEA pour créer une réserve d'uranium faiblement enrichi. Elle s'est engagée à contribuer jusqu'à 25 millions d'euros à cette réserve (20 millions émanant de l'instrument de stabilité, et éventuellement 5 millions du budget de politique étrangère et de sécurité commune), dont 10 millions ont été déjà versés à l'AIEA.

27. En application de la partie IV du plan d'action, l'Union européenne appuie résolument le mécanisme de mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, qui prévoit notamment la tenue, en 2012, d'une conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Elle a contribué à ce processus en parrainant en juillet 2011 un séminaire de deux jours, caractérisé par un très haut niveau de participation et de débat (quelque 200 experts de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'établissements universitaires). En étroite coordination avec le facilitateur de la conférence de 2012, l'Union européenne prépare d'éventuelles initiatives de suivi.

Vers l'avenir

28. L'Union européenne est résolue à œuvrer de concert avec tous les États parties lors du nouveau cycle d'examen en vue d'appliquer sans retard et de manière équilibrée, les mesures tournées vers l'avenir adoptées en 2010 par la Conférence des parties. Se fondant sur la décision du Conseil CFSP/212/2010, elle continuera de s'efforcer d'accomplir des progrès tangibles et réalistes vers les objectifs visés par le Traité, au-delà du plan d'action de 2010. Elle s'emploiera en particulier à renforcer l'efficacité et la globalité du régime de non-prolifération en faisant de la conclusion d'un accord de garanties généralisées accompagné d'un protocole additionnel la norme de vérification, conformément à l'article III du Traité. Elle continue d'estimer que les États parties devront s'entendre sur la réaction à avoir lorsqu'un État partie se retire du Traité. Enfin, elle réaffirme qu'il est primordial de faire respecter le Traité, compte tenu des problèmes actuels de prolifération, notamment en République populaire démocratique de Corée et en République islamique d'Iran, par une entente entre les États parties sur la manière de réagir résolument et efficacement aux cas de son non-respect.
